

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 361 du 14.06

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Documentaire: Comment fonctionne la désinformation.

2 Les brèves

2-1 90% des Israéliens jugent leurs dirigeants 'corrompus'

2-2 La Knesset ratifie une loi considérant la ville d'Al-Qods comme sa capitale éternelle.

2-3 Une majorité d'Israéliens contre une trêve à Gaza.

2-4 Obama se sent visé par des remarques de Bush.

2-5 La cour suprême sioniste admet la coupure de l'électricité à Gaza.

3 Dossier

3-1 Livia Rikach : L'ex Premier Ministre Moshé Sharett confirme qu'Israël crée volontairement des ennemis.
3-2 Point de vue de Geoffrey Aronson : La vision d'ensemble de Bush est déterminée par la carte des colonies israéliennes.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Bil'in, un symbole de la lutte populaire en Palestine.

4-2 Ban et l'interdit lexical.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 L'illégitimité d'Israël, conformément aux règles internationales.

5-2 Israël est-il un « Etat Juif » ?

5-3 Gadi Algazi : [La Cisjordanie, nouveau « Far Est » du capitalisme israélien.](#)

5-4 Julien Salingue : Comment les Etats-Unis ont organisé une tentative de putsch contre le Hamas.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Documentaire: Comment fonctionne la désinformation

http://www.dailymotion.com/mychannel/your66/video/x5r1dn_documentaire-comment-fonctionne-la_news?from=rss

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 90% des Israéliens jugent leurs dirigeants 'corrompus'

Selon une enquête d'opinion qui vient d'être publiée sur le site du quotidien « Chargh al Ossat », 90% des Israéliens estiment que leurs dirigeants sont corrompus et que la corruption touchait, sans exception et à tous les niveaux, la classe politique. La plupart des sondés évoquent le cas de l'armée sioniste comme une institution corrompue d'où s'étend la corruption à d'autres secteurs de la société. Les résultats de cette récente enquête montrent que la confiance des Israéliens dans leurs dirigeants est en très net recul, par rapport à 2006. Ni l'armée, ni la justice, ne sont épargnées : la Cour suprême d'Israël n'est accréditée que de 44% d'avis favorables des sondés, quant à son fonctionnement, contre 61%, en 2007

IRIB 12/06/08

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=962130

2-2 La Knesset ratifie une loi considérant la ville d'Al-Qods comme sa capitale éternelle.

Le parlement israélien (la Knesset) a considéré, mercredi soir, le 5/6, après avoir modifié la loi fondamentale, la ville sainte occupée d'Al-Qods comme la capitale éternelle du peuple juif.

Le chef du parti d'extrême droite "Mefdal" et député de la Knesset Zavolan Orlev a pris l'initiative en proposant la modification de la loi fondamentale concernant la ville sainte, et il a annoncé qu'il est vraiment étrange que Jérusalem (Al-Qods occupée) soit une capitale de citoyens étrangers (en faisant allusion aux Palestiniens qui sont les vrais habitants d'Al-Qods).

Il est à noter que 58 députés sionistes ont voté pour cette modification, alors que 12 députés se sont opposés à cette violation criminelle contre la ville sainte d'Al-Qods occupée, au moment où les autorités occupantes continuent depuis des années à imposer leurs violations sur le terrain pour la judaïsation de cette ville sainte et à expulser le reste des habitants palestiniens originaires d'Al-Qods.

Vendredi 06 Juin 2008

http://www.alterinfo.net/La-Knesset-ratifie-une-loi-considerant-la-ville-d-Al-Qods-comme-sa-capitale-eternelle_a20503.html

2-3 Une majorité d'Israéliens contre une trêve à Gaza.

Une majorité d'Israéliens est opposée à un accord de trêve avec le Hamas dans la bande de Gaza, surtout s'il ne garantit pas la libération d'un soldat israélien détenu dans le territoire palestinien, selon un sondage publié jeudi. 68% des personnes interrogées se sont dites contre une trêve si elle ne prévoit pas la libération du soldat Gilad Shalit, enlevé en juin 2006 lors d'une attaque d'un commando palestinien à la lisière de la bande de Gaza, contre 30% de l'avis contraire, selon le sondage.

Même si un tel accord devait garantir la libération de Shalit, 50% d'Israéliens y sont opposés alors que 47% le soutiennent, d'après l'enquête d'opinion réalisée par l'Institut de recherche Harry S. Truman pour la promotion de la paix, relevant de l'Université hébraïque, et le Palestinian Centre for Policy and Survey Research.

Côté palestinien, 78% des personnes interrogées se sont dites favorables à la trêve, mais seulement si elle englobe aussi la Cisjordanie et permet la levée du blocus imposé à la bande de Gaza.

Ce taux de soutien baisse de 20% si la trêve n'inclut pas la Cisjordanie et ne conduit pas à la levée du blocus.

Le sondage a été réalisé sur un échantillon de 1.006 Israéliens et 1.270 Palestiniens. Sa marge d'erreur est de 3%.

Un accord de trêve dans la bande de Gaza est négocié depuis plusieurs mois par Israël et le Hamas par l'entremise de l'Égypte, où un émissaire israélien est arrivé jeudi pour de nouvelles discussions sur cette question. (afp/7sur7)

12/06/08 16h16

2-4 Obama se sent visé par des remarques de Bush.

Le candidat à l'investiture démocrate pour la Maison-Blanche Barack Obama a dénoncé jeudi «une attaque politicienne» de George W. Bush dans laquelle il s'est senti personnellement visé et qui accusait implicitement les démocrates de faiblesse face aux terroristes.

«Certains estiment que nous devrions négocier avec les terroristes et les extrémistes comme si des arguments astucieux pouvaient les persuader qu'ils se trompaient depuis le début», a dit M. Bush dans un discours à la Knesset à l'occasion du 60e anniversaire de l'État d'Israël.

«Nous avons déjà entendu ce genre de folles illusions avant. Au moment où les tanks nazis traversaient la Pologne en 1939, un sénateur américain a déclaré: «Seigneur, si seulement j'avais pu parler à Hitler, tout cela aurait pu être évité»», a ajouté M. Bush.

M. Obama, qui est sénateur, s'est senti directement visé et a immédiatement contre-attaqué.

«Il est navrant de constater que le président Bush utilise un discours devant la Knesset à l'occasion du 60e anniversaire d'Israël pour lancer une attaque politicienne infondée», a déclaré le sénateur de l'Illinois dans un communiqué.

«Il est temps de tourner la page sur huit années d'une politique qui a renforcé l'Iran et rendu l'Amérique et son allié, Israël, plus vulnérables», a-t-il dit.

«George W. Bush sait que je n'ai jamais soutenu le dialogue avec les terroristes», a ajouté M. Obama. Il a dénoncé «la politique de la peur» du président Bush.

Au cours de la campagne, le sénateur de l'Illinois s'est dit prêt, s'il est élu président, à des discussions directes avec les dirigeants de pays comme l'Iran, la Syrie, Cuba ou le Venezuela.

Mais, a-t-il précisé, il n'a pas l'intention d'engager le dialogue avec des organisations considérées comme terroristes comme le Hamas ou le Hezbollah.

Du côté démocrate, les propos de M. Bush ont provoqué un tollé. Le président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat Joe Biden a qualifié les déclarations de M. Bush de «conneries» et «d'âneries». Rahm Emmanuel, un des responsables démocrates à la Chambre des représentants s'est demandé «si le président n'avait pas honte?». Le chef de la majorité démocrate au Sénat Harry Reid a demandé au président de «s'expliquer» et dénoncé la «politique partisane» de M. Bush.

Agence France-Presse

Le jeudi 15 mai 2008

2-5 La cour suprême sioniste admet la coupure de l'électricité à Gaza.

La haute cour de l'occupation a adopté, vendredi 6/6, une décision au profit de l'armée qui avait demandé, depuis quelques semaines, l'arrêt total du transport de carburant vers la bande de Gaza.

On note qu'une organisation qui s'occupe des droits de l'homme s'est dirigée avec des Palestiniens vers cette cour suprême pour bénéficier d'une décision empêchant les autorités sionistes de couper la livraison de carburant.

L'organisation a affirmé que la coupure des livraisons de carburant contribue directement à la coupure immédiate de l'électricité, chose qui va aggraver les souffrances des Palestiniens.

Cette cour suprême a accepté la coupure des livraisons de carburant, appuyant la position et la demande de l'armée ainsi que l'appel du procureur militaire à couper totalement l'électricité de la bande de Gaza.

08/06/2008

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7CW%2fssbuM%2fLRa1zoShkOMJqY%2bDkNCz7tJab8YGM83hqpNT6RLZjJdkRk1IA9uNns1wKg%2f7XK%2bazq%2bLnbguAJ8T%2b7GqkAbIcuq9T3qug23ig%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7CW%2fssbuM%2fLRa1zoShkOMJqY%2bDkNCz7tJab8YGM83hqpNT6RLZjJdkRk1IA9uNns1wKg%2f7XK%2bazq%2bLnbguAJ8T%2b7GqkAbIcuq9T3qug23ig%3d)

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Livia Rikach : L'ex Premier Ministre Moshé Sharett confirme qu'Israël crée volontairement des ennemis.

Moshé Sharett fut le premier Ministre israélien des Affaires Etrangères de 1948 à 1956, et Premier Ministre de 1954 à 1956. Ci-dessous un extrait de son Journal, dans lequel il dit qu'Israël doit continuellement créer des "ennemis" pour pouvoir contrôler les masses juives et réussir l'expansion sioniste. Le gouvernement israélien et les sionistes américains ont essayé d'empêcher la publication du Journal, mais sont finalement revenus sur cette décision, jugeant qu'une action en justice ferait encore plus de publicité au Journal.

Extraits de la préface du Journal, par Livia Rikach...

Le mouvement sioniste ne peut plus cacher ses véritables intentions. Sa "relation spéciale" avec les Etats-Unis le propulse comme un poids lourd à la poursuite des projets impérialistes.

Les Accords de Camp David, et le Plan Reagan ultérieur introduit en septembre 1982, étaient basés sur les mensonges des "besoins sécuritaires" d'Israël et les soi-disant menaces arabes à cette sécurité.

L'administration Reagan a approuvé à l'avance l'invasion de 1982 d'Israël. Lors de sa démission, en mai 1985, l'Ambassadeur US en Israël, Samuel Lewis, a révélé qu'en décembre 1981, le Ministre israélien de la Défense Ariel Sharon a expliqué les grandes lignes de ses plans d'une invasion imminente à l'envoyé US Philip Habib (*Washington Post*, 24 mai 1985).

L'administration Reagan et le gouvernement israélien du Likud avaient trois objectifs :

- la destruction des Palestiniens au Liban,
- la reconfiguration des frontières du Liban,
- et la réduction de la Syrie à des proportions "raisonnables".

L'invasion fut nommée "*Opération Paix en Galilée*". Elle faisait partie – avec l'"*Opération Litani*" de 1978 – de la stratégie sioniste pour le Liban et la Palestine formulée dans les années 1950, et **elle est toujours en cours**. Le point clé de cette stratégie est de voler l'eau des états voisins.

Le 6 novembre 1918, un comité de responsables du mandat britannique et de dirigeants sionistes suggéra une frontière nord pour la Palestine juive " *de la rivière Litani au nord jusqu'à Banias.*"

En 1919, à la Conférence de Paix de Paris, le mouvement sioniste demanda que les frontières de l'Etat juif incluent du secteur libanais de Bint Jubayl, plus tous les territoires au-dessus, incluant la Rivière Litani.

Les forces militaires sionistes qui ont envahi la Palestine en 1948 occupèrent aussi une partie de la région de Marjayun et de Bint Jubayl, au Liban, et atteignirent la rivière Litani.

En 1954, l'envoyé du Président Eisenhower, Eric Johnston, a proposé une formule de partage des eaux du Litani entre le Liban, la Syrie et Israël. L'idée de partage a rendu les dirigeants israéliens fous de rage. Ils renouvelèrent leurs demandes des eaux libanaises, et menacèrent d'utiliser la force contre le Liban si les eaux du Litani servaient à développer le Sud Liban.

La guerre d'Israël de 1967 a permis aux Juifs de voler les sources des fleuves Jourdain et Manias. Israël a également détruit le Canal du Ghor jordanien et le barrage Khaled, sur le fleuve Yarmuk, qui se déverse dans le bassin Nahariya d'Israël.

Lors de l'"*Opération Litani*" (1978), Israël a perdu le fleuve Litani, mais il a établi un contrôle ferme sur la rivière Wazzani, qui se déverse dans le Jourdain, ainsi que presque toute la longueur de la rivière Hasbani.

Pendant l'invasion israélienne de 1982, la totalité de la rivière Litani est tombée sous contrôle israélien.

Le journal de Moshé Sharret révèle que les sionistes avaient toujours voulu avoir un gouvernement fantoche dominé par les maronites au Liban. Ceci – plus l'anéantissement des Palestiniens du Liban – fut la raison de l'invasion israélienne de 1982. Israël a installé Bashir Gemayel comme vice-roi marionnette au Liban, mais Gemayel fut tué avant d'entrer en fonction.

Le journal de Sharret montre que la politique israélienne met l'accent sur des actes délibérés d'agression, destinés à générer l'hostilité arabe et à créer ainsi les prétextes d'une expansion territoriale armée.

Le massacre de Deir Yassin, en 1948, et le bombardement du 2 juin 1980, sont les produits de ce que les Israéliens appellent "*terrorisme sacré*".

Plus le monde essaie de comprendre la situation au Moyen Orient et plus les organisations sionistes aux Etats Unies, agissant de concert avec Israël, tentent de la brouiller.

Les guerres d'Israël contre les Arabes en 1967 et en 1982 ont oblitéré l'image de David, et ont confirmé qu'il était le Goliath du Moyen Orient.

Extrait du Journal

"Les conclusions des paroles de Dayan sont claires : Israël n'a pas d'obligations internationales, et pas de problèmes économiques. La question de la paix n'existe pas. Le glaive doit être l'instrument principal, sinon unique, d'Israël pour maintenir son moral élevé et garder sa tension morale. Dans ce but, Israël doit inventer des dangers en adoptant la méthode "provocation-et-revanche". Et, par-dessus tout, souhaitons une nouvelle guerre avec les pays arabes, de manière à ce que nous nous débarrassions de nos problèmes et acquérons notre espace. Comme l'a dit Ben Gourion, cela vaudrait le coup de payer un million de livres à un Arabe juste pour lancer une guerre."

Par Wake Up From Your Slumber

Livia Rikach...

Jeudi 12 Juin 2008

<http://www.alterinfo.net/Un-Premier-Ministre-israelien-confirme-qu-Israel-cree-volontairement-des-ennemis-a20682.html>

3-2 Point de vue de Geoffrey Aronson : La vision d'ensemble de Bush est déterminée par la carte des colonies israéliennes.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

L'objectif du processus d'Annapolis, lancé par le Président George W. Bush en Novembre 2007, était de parvenir à un accord de paix israélo-palestinien avant la fin 2008.

Jusqu'à présent, la diplomatie menée par les États-Unis n'a pas fourni au président de l'OLP, Mahmoud Abbas, de succès significatif sur les deux questions indissociables – les colonies et les frontières - qui définiront le territoire de l'État palestinien qui doit être établi par un commun accord.

Le très critiqué Abbas n'a rien entendu de l'administration Bush qui puisse lui donner le moindre espoir d'un accord d'ici la fin de l'année.

"Franchement, pour l'instant, rien n'a été accompli... Tous les dossiers sont encore ouverts. Aucun d'entre eux n'est bouclé. La situation est toujours telle qu'elle était... Nous avons demandé aux Américains de mettre en œuvre la première phase de la Feuille de Route qui parle de l'arrêt de l'expansion des colonies», a déclaré Abbas à Associated Press (AP) après sa visite en avril 2008 à Washington.

L'AP a signalé : *"En parlant de ce à quoi pourrait ressembler un accord de paix, [la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza] Rice n'a pas fait mention de l'objectif des Palestiniens de créer un État basé sur les frontières qui existaient avant qu'Israël prenne Gaza à l'Égypte et la Cisjordanie à la Jordanie au cours de la Guerre des Six Jours de 1967.*

"Nous avons demandé qu'ils parlent des frontières de 67", a fait remarquer Abbas en colère. "Aucun d'eux n'en a parlé."

Abbas n'est pas le seul à être pessimiste. **Le Président Bush lui-même ne parle plus de parvenir à un accord signé et scellé concernant une fin de l'occupation.**

Sa vision a été réduite à *"la définition d'un Etat [palestinien]",* ou, comme Rice l'a expliqué dans son discours du 29 avril à Washington, l'objectif est de *"parvenir cette année à un accord sur les bases d'un État palestinien pacifique à condition qu'il remplisse ses obligations envers la Feuille de Route. "*

Le négociateur palestinien en chef, **Saeb Erekat**, a expliqué que Bush n'avait pas répondu directement quand Abbas a soulevé la question des objections des Palestiniens concernant la poursuite de l'expansion des colonies israéliennes.

«Bush a dit à [Abbas] : «Je me concentre sur une vision d'ensemble plus large», a expliqué Erekat.

Rice semble aussi voir les inquiétudes des Palestiniens au sujet de la politique de colonisation d'Israël comme une distraction inutile. *"C'est mon sentiment très fort» a remarqué Rice à Amman le 31 Mars 2008 : "La meilleure chose que nous ayons à faire, c'est de nous concentrer sur l'obtention de cet accord, ainsi nous n'aurons pas ces discussions à propos de ce qui appartient à Israël et de ce qui appartient à la Palestine ; nous saurons. C'est pourquoi nous avons besoin d'un Etat palestinien."*

Pour sortir de l'impasse diplomatique, Washington pourrait mettre sur la table sa propre carte d'un État palestinien. Ou il pourrait approuver la demande des Palestiniens d'un retrait complet d'Israël sur la frontière de juin 1967. Sinon, **les frontières de l'État palestinien au cœur de «la vision d'ensemble» de Bush continueront d'être déterminées par la politique de colonisation et sécuritaire d'Israël.**

Cette dernière option rappelle la lettre que Bush a écrite le 14 avril 2004 au Premier Ministre Ariel Sharon dans laquelle le président américain disait : *"En fonction de la nouvelle réalité sur le terrain, entre autres la présence de centres de population israélienne importants, il serait irréaliste de s'attendre à ce que les pourparlers se terminent par un retour absolu aux lignes d'armistice de 1949... ».*

Contrairement à l'administration Bush, les Israéliens et les Palestiniens reconnaissent l'évidence : **les colonies**

sont la clé de la "vision d'ensemble." Il va de soi qu'Israël considère la colonisation comme l'instrument le plus efficace pour réduire le territoire palestinien et garantir ses besoins illimités de sécurité et revendiquer sa souveraineté sur un pourcentage considérable de la Cisjordanie.

Au cours de sa visite à Washington, Abbas a dépeint les colonies israéliennes comme étant "*le plus grand fléau qui constitue un gros rocher sur le chemin des négociations.*"

Au cours des dernières semaines, Israël a présenté des cartes résumant ses exigences territoriales permanentes en Cisjordanie. Les cartes sont basées sur la Carte des Intérêts de Sécurité des Forces de Défense Israéliennes, établie au milieu des années 1990.

Elles reflètent le projet de "Mouvement Continu" pour une contiguïté territoriale palestinienne par l'intermédiaire de routes et de tunnels définis par Israël à la fin 2004 (voir le Rapport sur les colonies, vol. 16 no. 2), ainsi que les idées de «convergence» de M. Olmert abandonnées après la guerre l'été 2006 avec le Liban. Ces cartes confirment le grand projet de sécurité des Israéliens et les intentions de colonisation dans l'ensemble de la Cisjordanie et à Jérusalem-Est qui mettent en péril la création d'un État palestinien souverain et indépendant.

Les articles de presse palestiniens et israéliens notent que le Premier ministre Ehud Olmert **a exclu de la Palestine le "Grand Jérusalem» qui s'étend de la périphérie de Ramallah à la périphérie de Bethléem. À Jérusalem-Est, Israël maintiendra sa souveraineté sur la vieille ville et sur le village voisin de Silwan,** tout en offrant aux fidèles un accès aux lieux saints sous contrôle international.

Olmert exclut également de la Palestine la région de Latroun qui sera annexée à Israël avec les blocs de colonisation par une "expansion horizontale" qui permettra de les relier entre eux.

Selon la carte d'Olmert, **la Vallée du Jourdain est considérée comme un intérêt essentiel à la sécurité et restera sous contrôle israélien,** avec un couloir cisjordanien reliant Israël au Pont du Roi Hussein (pont Allenby).

Pour créer une continuité entre les territoires distincts qui composeront l'Etat palestinien, Olmert soutient le projet de routes, de tunnels et de ponts élaboré sous son prédécesseur Ariel Sharon

Problème des colonies

Il ne peut être contesté le fait que la poursuite de l'entreprise de colonisation par Israël, en tant que moyen de créer le Grand Israël et comme instrument pour assurer les vastes besoins en matière de sécurité d'Israël, pose un défi existentiel non seulement à la vie nationale palestinienne, mais à la viabilité de la communauté civile palestinienne en tant que tel.

Selon le rapport de la Banque Mondiale de Mai 2008, la poursuite de l'occupation empêche le développement de l'économie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. "*Au-delà de l'impact du ralentissement économique prolongé depuis que les restrictions ont été imposées après le second Intifada, l'économie palestinienne fait face à une perspective plus dangereuse : un changement fondamental dans sa composition, avec un PIB de plus en plus régi par les dépenses publiques et l'aide des donateurs, laissant peu de ressources à l'investissement et réduisant encore plus la base productive d'une économie autonome.*"

Le processus d'Annapolis, à l'instar de ceux de Madrid et d'Oslo qui l'ont précédé, n'a pas réussi à peser sur la politique israélienne d'expansion coloniale, l'indicateur de base de la persistance de l'appétit d'Israël pour le territoire.

En effet, c'est le contraire qui se passe. **Une analyse objective de la période qui s'est écoulée depuis 1990 mènerait à la conclusion que le processus diplomatique a arrangé les objectifs sécuritaires et colonialistes les plus expansionnistes d'Israël,** en affaiblissant et en marginalisant la direction des nationalistes palestiniens laïcs du Fatah désirant parvenir à un accord pacifique avec Israël tout en renforçant le pouvoir du Hamas et autres islamistes et des opposants rejectionnistes.

Arrêter la machine de colonisation

Depuis le début du projet de colonisation d'Israël après la guerre de Juin 1967, ni la diplomatie ni l'insurrection armée n'ont arrêté la machine de l'expansion des colonies à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

Au cours de la période 1967-77, les sévères critiques internationales de la politique de colonisation israélienne n'ont eu aucune incidence sur la création de l'infrastructure des colonies vitale à leur expansion que Menachem Begin et Ariel Sharon ont inaugurée pendant la première ère de la diplomatie menée par les Etats-Unis.

Au cours de la décennie 1983-1993, la population de colons en Cisjordanie (à l'exclusion de Jérusalem-Est) a été multipliée par cinq, passant de 22.800 à 111.600.

Au cours des 10 années suivantes, les années Oslo, en dépit de quelque retenue épisodique de colonisation, la "paix" et les colonies ont coexisté puisque les colons, bénéficiant d'un soutien sans précédent du gouvernement, ont augmenté de 110.000, soit doublé leur nombre qui est passé à 224.669 colons.

Le deuxième Intifada qui a commencé à la fin de l'année 2000 a ouvert une ère sans précédent d'insécurité physique pour les colons de Cisjordanie. Le mur de séparation construit en conséquence a marginalisé certaines mais pas toutes les colonies du côté "palestinien", dont certaines étaient, de toute façon, refusées en tant que nouvelles communautés.

La rébellion palestinienne a également produit un déclin marqué des constructions dans les colonies, qui sont passées de 6,6% des mises en chantier au niveau national en 2000 à seulement 2,5% en 2001, avec seulement des augmentations marginales depuis.

En dépit de cette "réussite", l'insurrection et le «terrorisme» palestiniens n'ont pas réussi à ébranler **l'entreprise de colonisation en Cisjordanie qui continue à croître et se développer avec des conséquences catastrophiques pour la vie politique, économique et civile palestinienne.**

Par exemple, malgré la diminution de nouveaux logements, la population de colons en Cisjordanie a augmenté, passant à 282.000 à la fin 2007, **une augmentation de 5,2% par rapport à l'année précédente et un taux de croissance trois fois plus élevé que le taux de croissance démographique en Israël**. La population à Jérusalem-Est est d'environ 200.000 colons.

Israël a été extraordinairement lent à rétablir un sentiment de sécurité pour les colons. La barrière de séparation fait partie d'un système draconien de "fermeture" qui a accompagné la réoccupation directe de la Cisjordanie en avril 2002.

Ce système est conçu non seulement pour affranchir Israël des attaques palestiniennes mais aussi pour réaffirmer la haute importance de l'engagement de l'armée israélienne dans la préservation d'une «vie normale quotidienne» aux colons, à grands frais et qui continue de coûter cher aux Palestiniens.

La fin des colonies dans le Sinaï et dans la bande de Gaza

Il y a deux exceptions notables à la règle de la politique permanente et immuable de sécurité et de colonisation d'Israël.

Dans le Sinaï égyptien, où Israël déclarait un jour sa préférence pour Charm el-Cheikh à la paix, l'équation "colonies = sécurité" a été brisée par la guerre d'Octobre 1973. Dans le cadre d'un traité de paix avec son plus puissant ennemi arabe, Israël s'est retiré sur la frontière internationale, abandonnant une vaste infrastructure de colonisation qui a exigé le retrait de plus de 5.000 colons.

Dans la Bande de Gaza, près de deux décennies d'insurrection et de « terrorisme » (ndt : résistance) ont forcé Israël à faire une réévaluation similaire de l'équation : **colonies = sécurité**.

En 2004, la décision radicale du Premier ministre Ariel Sharon de se «désengager» de la Bande de Gaza rejetait l'approche diplomatique conventionnelle pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

Sharon a ignoré les appels au gel de la colonisation qui était au cœur de la diplomatie menée par les États-Unis pendant près de trois décennies. Il n'a pas non plus conditionné la destruction des colonies de Gaza et l'évacuation de leurs habitants à un accord négocié avec l'OLP, ou à la démilitarisation de Gaza.

La décision de Sharon de retirer les colonies ne doit rien à la diplomatie de l'ère Oslo-Annapolis qui avait créé un climat propice à l'expansion des colonies. Sharon a rejeté ces recettes perdantes pour résoudre le conflit, **en concluant à contrecœur que la sécurité d'Israël pourrait être renforcée par l'évacuation de toutes les colonies de la bande de Gaza et par la défense d'Israël au sein de ses propres frontières**. Lorsque les colonies de Gaza fournissaient à l'époque un instrument et un motif de poursuite de l'occupation, il n'y avait pas de place pour elles dans la nouvelle doctrine de sécurité définie par Sharon.

Ce changement radical dans le concept de la sécurité d'Israël est le fruit d'une rébellion palestinienne prolongée contre la domination israélienne à Gaza qui a commencé en Décembre 1987 et doit encore se terminer. Sharon a abandonné la bande de Gaza et ses colonies lorsque les coûts de l'occupation et de la colonisation étaient devenus trop élevés.

Le succès des efforts palestiniens pour forcer Israël à retirer ses colonies, tout comme la politique de Sharon, ne doit rien au cadre diplomatique qui est au point mort défendu depuis longtemps par Washington. **La force et le terrorisme et non la diplomatie ont fait sortir Israël de la bande de Gaza**.

Toutefois, la Cisjordanie n'est pas la bande de Gaza. Sur ce front, comme l'illustre la carte, Israël n'est pas prêt à se défendre au sein de ses propres frontières. Les colonies de Cisjordanie ont été, à l'origine, créées comme un instrument de cette politique, en aidant à transformer les Forces de Défense israéliennes, aux yeux de la plupart des Israéliens, d'une armée d'occupation en une force défendant la patrie. **La colonisation est devenue, depuis longtemps, une fin en soi, ce qui complique et ébranle la sécurité d'Israël**.

Or, ni la diplomatie parrainée par les successives administrations américaines, ni la rébellion populaire ou armée contre la domination israélienne n'ont suscité un changement dans la carte de la colonisation en Cisjordanie d'Israël.

Le Président Bush a récemment "assuré" à Abou Mazen que : "un Etat Palestinien est une haute priorité pour moi et pour mon administration : un Etat viable qui ne ressemble pas à un fromage suisse, un Etat qui permet d'espérer." Toutefois, il y a peu de chances que dans les mois qui lui restent, Bush défie la politique israélienne visant à prévenir le type d'Etat palestinien en devenir qu'il prétend soutenir. Le prochain président sera confronté au défi d'inverser cet héritage d'échec.

"Il y a une autre chose que nous devrions garder à l'esprit, c'est qu'Israël n'a jamais retiré une seule colonie dans le cadre des négociations avec les Palestiniens.

Les colonies qui ont été retirées, y compris toutes celles de la bande de Gaza, ont été retirées du seul fait de la pression de la résistance palestinienne. En d'autres termes, à partir d'une perspective purement palestinienne, il n'y a pas à discuter avec Israël, dans la mesure où le dialogue n'obtient rien.

Israël, pensent-ils, ne comprend que le langage de la terreur.

En dehors de cela, laissons les Palestiniens de côté pour le moment et demandons-nous ce que nous voulons vraiment. Sommes-nous prêts, dans un souci d'obtenir une paix véritable au Moyen-Orient, à nous retirer totalement sur les frontières de 1967, sans ruses, sans blocs de colonisations et sans agrandir Jérusalem ?

Sur ce point, nous sommes un front uni, un front du refus, en déclarant au monde entier : "Non !"

Kobi Niv, Ma'ariv, 7 avril 2008

La question de la colonisation et de son expansion a été - depuis 1967 - le principal obstacle à un accord de paix. Si certains extrémistes de Droite [en Israël] considèrent la colonisation comme étant un devoir national et religieux, tous les gouvernements israéliens sont pleinement responsables puisqu'ils leur ont donné une totale

liberté d'action et un feu vert pour s'emparer des territoires palestiniens, et ensuite pour construire des colonies en Cisjordanie, bien que, pour arriver à la paix, il faudra avant tout rendre les terres aux Palestiniens.

Par Geoffrey Aronson

04-06-2008

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9144&type=analyse&lesujet=Colonies>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Bil'in, un symbole de la lutte populaire en Palestine.

Israël a donné le coup d'envoi à de nouvelles colonies à Jérusalem en violation des accords internationaux. La judaïsation des territoires se poursuit. Bil'in, village de Ramallah, résiste à cette politique et symbolise toute la lutte en faveur de la terre palestinienne.

C'était un jour de 2005 ... Bil'in, un village palestinien comme beaucoup d'autres. Un village situé à l'ouest de Ramallah et habité juste par un peu plus de 3 000 personnes. Jusqu'à ce jour, il n'était qu'inconnu. Depuis, il représente un problème pour la colossale entreprise coloniale israélienne, voire un emblématique centre de résistance pacifique contre le mur de l'apartheid.

Bien que la colonisation juive ait englouti la majorité de la Palestine historique et se soit étendue pour comprendre les territoires occupés en juin 1967 et notamment Jérusalem-Est, ses banlieues Hébron et Bethléem, Bil'in est autre.

Depuis l'arrivée des premières pelleteuses sionistes dans ce village venues sur décision israélienne pour s'emparer de 75 % de sa superficie pour la joindre à une colonie voisine et construire une partie du mur de séparation, la résistance s'est déclenchée et sans le moindre coup de feu. Ce territoire qui ne dépasse pas les 1 000 feddans (un feddan : 0,42 ha) a organisé sa première campagne contre les tentatives sionistes, et depuis cet instant, il a joui d'une célébrité mondiale. Tous les vendredis se déroule une campagne de résistance pour attirer l'attention du monde sur son drame. La participation à la marche du vendredi est devenue une partie intégrante de la visite de tout responsable international neutre. Ainsi, pendant plus de trois ans et demi, ce village, pôle des activistes des droits de l'homme de Palestine voire du monde entier, dérange les forces d'occupation israéliennes. A Tel-Aviv, l'annonce se faisait : « Nous allons construire 121 logements à Har Homa, et 763 autres à Pisgat Zeev, des quartiers de colonisation érigés à Jérusalem-Est », a indiqué le porte-parole du ministère de l'Habitat, Eran Sidis. De plus, le ministre de l'Habitat, Zeev Boim, a annoncé au gouvernement la publication la semaine d'après d'appels d'offres en ce sens. Il a précisé que cette annonce a été faite à l'occasion de la célébration du « 41e anniversaire de la réunification de la ville » ... C'est-à-dire la conquête et l'annexion de sa partie orientale par Israël en juin 1967. Le 30 juillet 1980, une « loi fondamentale » votée par le Parlement israélien a proclamé Jérusalem « réunifiée et capitale éternelle d'Israël ».

A Bil'in, le symbole, la participation du vice-président du Parlement européen Luisa Morgantini et d'un juge italien de renommée, Giulio Toscano, et le Nobel de paix Mairead Corrigan, en plus des dizaines d'activistes palestiniens n'a pas empêché les Israéliens de tirer des gaz lacrymogènes contre cette marche opposée à la colonisation. Des blessés tombent, mais sans annuler pourtant pas un match de football entre activistes palestiniens et autres européens.

Ce vendredi se tenait la troisième conférence internationale de la résistance populaire ... Occasion d'afficher la détermination des Palestiniens de rester attachés à leurs terres en dépit de toutes les mesures israéliennes de colonisation, de judaïsation et de changement de la géographie.

Jebril Rajoub, ancien chef de la sécurité préventive, tire le premier ballon, à côté de lui la parlementaire européenne ... le jour même a été lancé l'Euro 2008. Le message est clair : il y a ici un peuple qui est privé de jouer sur son propre terrain, qui lui est sans cesse confisqué. Quelques minutes après le sifflet de l'arbitre annonçant le début du match, le terrain est inondé de bombes lacrymogènes et le match est finalement suspendu.

Le lendemain, la parade a défilé jusqu'au mur. C'était l'occasion pour Salam Fayad, chef du gouvernement palestinien, de lancer aux Israéliens : « La politique de colonisation et du fait accompli ne réalisera pas la sécurité d'Israël ». D'autre part, le chef du cabinet de la présidence palestinienne Rafic Al-Hosseini a mis l'accent sur l'importance de l'action populaire et de la mise au point de nouvelles méthodes pour faire face à la politique de colonisation. « La libération de Jérusalem, la destruction du mur, le démantèlement de la colonisation, la libération des Palestiniens retenus dans les prisons israéliennes, la réalisation des droits du peuple palestinien garantis par la légitimité internationale passe par Bel'in ». Dans un message adressé par l'ancien président Jimmy Carter qui a provoqué l'ire d'Israël et de l'establishment américain, pour ses récentes rencontres avec le Hamas, il a souligné : « Vous êtes l'expression du fait que le rêve palestinien ne pourra être détruit ... la poursuite de la politique de saisie des terres palestiniennes est l'un des plus dangereux obstacles face à la paix ». Un autre message de soutien, celui de l'ancien directeur général de l'Unesco, Frederico Mayor, sans oublier des interventions d'activistes israéliens et d'autres pays du monde. Pour eux, la résistance populaire doit être adoptée comme dans le cas de la première Intifada.

Malgré un jugement de la Cour suprême israélienne en septembre 2007 demandant au ministère israélien de la Défense de modifier le tracé du mur parce qu'il passe au milieu des terres de Bil'in, rien dans ce contexte n'a avancé. En fait, le mur sépare les colonies de Metityahu Mizrah, Modi'in Elite et Hashmonaim des villages palestiniens de Bil'in, Deir Qedis et N'ilin occupant ainsi environ 260 donèmes (un donème=1 000 mètres carrés) des territoires palestiniens outre un terrain de 1 600 donèmes entre le mur et ladite zone verte. Le tracé du mur dévoile sans équivoque que l'objectif est d'assurer la sécurité d'une colonie qui n'est pas encore construite, il permet en outre d'élargir les colonies en place.

Ce jugement avalisait cependant de facto le vol de la moitié des terres de Bil'in, puisqu'il a rejeté la demande du conseil du village et du mouvement « la paix maintenant » demandant de suspendre le projet du « quartier colonial » qui prend place sur les terres palestiniennes. Ce qui signifie concrètement que les colons qui ont fait maison dans le village palestinien ne seront pas sommés d'abandonner les terres à leurs propriétaires. Du coup, la première phase de la colonie Metityahu Mizrah restera inchangée, seule la seconde phase sera suspendue. L'armée n'a pas jugé bon de modifier jusqu'aujourd'hui le tracé du mur ni le départ des colons. La prétendue démocratie israélienne se soumet au bon vouloir de l'armée d'occupation.

Un exemple de courage

Une situation qui n'a fait que motiver plus les résistants ; tel ce récit qui nous provient de l'héroïque village. Achraf Abou-Rahme prend une initiative personnelle. Il vit dans un « avant-poste » du village, une petite cabane sur la terre des villageois, derrière le mur, près de la colonie. Il se tient prêt, là, pour tenter d'empêcher toute construction sur la terre confisquée, pour prouver que cette terre n'est pas « disponible » ni « abandonnée ». La colonie de Modi'in Elite est actuellement en expansion, en violation de tous les accords et de toutes les promesses du gouvernement israélien à Annapolis pour arrêter ces champignons illégaux. Les colons apportent des mobil-homes chargés sur des camions et utilisent une énorme grue pour les mettre en place. Achraf voit là une occasion unique et il n'hésite pas une seconde, il se précipite et escalade la grue, placée en plein milieu du chantier des colons : « Quand j'arrive à trois heures avec Neta Golan, co-fondateur d'ISM (International Solidarity Movement), 4 militants israéliens d'anarchistes contre le mur sont sur les lieux depuis une demi-heure ». Achraf a déjà passé trois heures sur la grue, perché au plus haut qu'il a pu grimper. Son drapeau palestinien flotte au vent, on le voit de loin, message on ne peut plus clair : « Arrêtez d'étendre les colonies sur notre terre palestinienne ». Des colons furieux arrivent de la colonie voisine Matiyahu East, ils n'arrêtent pas de pousser des cris, de hurler, d'écumer, cherchant à se saisir des appareils photo et nous attaquant à jets de pierres. Après un moment, la police israélienne écarte les colons bagarreurs sur le côté et nous laisse entrer sur le chantier où policiers, soldats, ouvriers et colons sont en pleine discussion. Achraf est plus que content de voir Neta et d'autres amis au milieu de cette foule hostile. Donc, nous sommes là, vilipendés par les colons, mais exprimant physiquement notre solidarité, soit directement en étant proches de la grue, soit à quelques mètres derrière une fois que les soldats nous aient obligés à nous écarter. Seul, un rabbin réussit à convaincre les colons juifs de quitter le chantier ... Quelques mots lui ont suffi.

Mohamad Khatib, militant bien connu et habitant Bil'in, rejoint Neta, et ensemble, ils exigent un traitement juste pour Achraf, le négocient avec la police. Quand la police assure qu'un professionnel de l'équipe de négociations va venir et qu'Achraf sera protégé de la violence des colons, celui-ci accepte finalement de descendre de la grue, plus de 4 heures après l'avoir escaladée. Durant tout ce temps, il n'a eu que son drapeau ; pas de nourriture, pas d'eau.

Quand la grue est baissée, les colons s'approchent, tapent des mains et se mettent à railler. Je ressens une profonde colère et une grande déception. Evidemment, il n'y a pas de place pour la compréhension. Mais, comme le dit Neta, pour son action symbolique, Achraf « mérite d'être considéré comme un héros ».

Qu'il s'agisse des colonies en tant que telles ou du mur de la honte, de l'apartheid, les violations israéliennes s'inscrivent dans le cadre d'une même logique, voire d'une véritable croyance. Cette idée de retour vers une terre « biblique » rend aléatoire tout dessein politique, c'est-à-dire la négociation pour parvenir à une solution conforme aux différents accords. Résister, c'est ce qui reste aux Palestiniens.

Achraf Aboul-Hol

11 juin

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2008/6/11/leve1.htm>

<http://www.france-palestine.org/article9211.html>

4-2 Ban et l'interdit lexical.

Ban, peu de gens savent qu'il s'agit d'un nom.

C'est celui du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki Moon.

M. Ban a dit un gros mot, un très gros mot et il risque d'être puni pour cela.

À la veille du 15 mai, il a appelé Mahmoud Abbas pour l'assurer de sa sympathie pour le Peuple Palestinien à l'occasion de la Nakba, la catastrophe de la création du régime raciste et criminel sioniste.

L'ambassadeur de l'entité sioniste à l'ONU a exigé que ce terme soit retiré du vocabulaire car selon lui, il s'agit d'un terme de propagande qui veut nuire à la légitimité de « l'État » artificiel de 1948, État sans constitution, il n'est pas le seul à en être dépourvu, mais toutes les 'nations démocratiques' en ont une, et là il fait figure d'exception et est comme par hasard dépourvu de frontières.

Encore une fois que penser d'un truc qui se sent remis en cause par un mot, un simple mot, mais qui recouvre

une réalité ineffaçable car pour réaliser cet exploit de la disparition définitive, il faudrait exterminer tous les Arabes et tous les Musulmans de la planète et ne leur laisser aucune descendance. Puis détruire toute trace de la Palestine de tous les livres d'histoire.

Enfin s'assurer qu'aucun archéologue ne puisse à l'avenir découvrir les vestiges de ce qui a existé pendant plus de 2000 ans. Là, ce sera plus rude car les pires catastrophes naturelles et les plus radicales exterminations en Amérique par exemple n'ont pu engloutir à jamais les civilisations antérieures à la conquête espagnole.

Que représentent soixante années au regard d'une échelle de temps de l'ordre de millénaires ?

La Nakba, nous continuerons d'en parler et les murs rasés des 531 villages détruits aussi tant qu'ils ne seront pas relevés et redonnés à leurs authentiques propriétaires.

Convergence des Causes

20 mai 2008

http://www.convergencesdescauses.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1285

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 L'illégitimité d'Israël, conformément aux règles internationales

Par IRIB

Indubitablement, l'occupation de la Palestine en 1948 et la création d'Israël sur ce territoire étaient l'œuvre de l'injustice, de la violation des règles et principes internationaux dont les résolutions de l'ONU. Nombre d'analystes sont d'avis aujourd'hui qu'Israël n'est pas légitime en tant que pays. C'est un avis très argumenté, solide et juste, compte tenu des facteurs envisagés dans les droits internationaux pour la création d'un pays.

D'après les droits internationaux, le pays constitue une association permanente et en ordre d'un groupe d'être humains qui vivent et habitent, en permanence, sur un territoire précis et déterminé et qui sont soumis à un pouvoir politique indépendant.

Avec cette signification, les éléments composants d'un pays s'avèrent **une population, une terre précise et un gouvernement**. Ce qui ne conforme pas à Israël.

Concernant le premier élément, à savoir **la population** : les Juifs se trouvant en Palestine occupée n'appartenaient pas à ce territoire, ils y avaient été emmenés, en effet, des quatre coins du monde, malgré les habitants véritables de ce pays.

Quant **au territoire**, il faut dire qu'Israël ne dispose pas de frontières déterminées et qu'il est donc en lutte permanente avec les Palestiniens, ainsi qu'avec les habitants des pays arabes voisins, sur l'intégrité territoriale des régions occupées.

Et s'agissant du troisième facteur qu'est **le gouvernement**. Il est clair que le gouvernement doit être le représentant d'une nation, alors qu'il est des plus évidents que l'état d'Israël, non seulement ne représente pas les habitants de la Palestine mais qu'il a, aussi, causé la mise en errance de ces derniers.

Ceci dit, ce qui a eu lieu en Palestine, c'est d'une part **l'usurpation du pouvoir politique et de l'autre l'occupation d'une terre**.

Dans la reconnaissance d'un pays, il y a **deux théories**.

D'après la première, un pays est un phénomène social et historique qui est loin des règles habituels juridiques, il sera donc créé dès que les trois éléments et facteurs de la création d'un pays sont réunis. Dans ce cas, la reconnaissance du pays ne signifie pas sa légitimité. Israël est ainsi dépourvu de crédibilité et de légitimité parce qu'il manque ces trois derniers éléments.

D'après la deuxième théorie, la reconnaissance des autres pays d'un nouveau pays lui accorde le prestige international et la légitimité. Ceci dit, certains estiment que la reconnaissance de ce régime par certains pays est la raison de la légitimité de ce régime, tandis que certains autres disent que l'acceptation de son adhésion par l'ONU signifie son prestige et crédibilité légale. Alors que la reconnaissance d'un pays ne peut ni signifier sa légitimité ni justifier sa création. Or, la reconnaissance d'Israël par certains gouvernements ne peut accorder aucun droit à Israël pour occuper la Palestine. Certes, la reconnaissance d'un pays ne peut faire oublier et effacer le péché et la faute qui ont été commis, avec la violation et l'occupation d'un territoire.

Par exemple, en 1936, nombre de pays ont reconnu, officiellement, l'annexion, provisoirement, de l'Ethiopie à l'Italie, mais cette reconnaissance n'a pas légalisé la démarche de l'Italie, ne donnant, d'ailleurs, aucun droit à l'Italie de se prononcer sur ce pays.

En 1932 aussi, après l'attaque du Japon contre la Chine et l'occupation de Mandchourie, le Secrétaire d'Etat américain de l'époque, Henry Lewis Stimson, a annoncé que l'Amérique ne reconnaissait aucun traité ou accord, allant à l'encontre du Pacte de Paris, qui interdit tout recours à la guerre et l'agression. C'est une idée et théorie acceptée par la Communauté mondiale. Il n'y a donc, aujourd'hui, aucun doute sur la non reconnaissance d'un nouveau pays ou d'une nouvelle situation due à l'imposition illégale et la force. A l'appui, on peut évoquer l'article 20 de la charte de Bogota, datée de 1948, l'article 20 de la charte de Buenos Aires de 1967 ainsi que la

Déclaration concernant le principes des droits internationaux sur les relations amicales et la coopération entre les pays, ratifiée par l'assemblée générale de l'ONU, signé le 24 octobre 1970.

Pour faire croire que leurs actes agressifs sont légaux, les sionistes ont eu recours à la résolution onusienne sur la législation internationale, alors que l'ONU ne dispose pas de pouvoir législatif, d'autant plus qu'elle n'a jamais voulu créer ou disloquer un pays, en adoptant des lois. L'assemblée générale de l'ONU peut agir seulement dans le cadre de sa charte. Le vote sur le partage et la division de la Palestine a violé les **articles 10 et 14 de cette charte, de même qu'il a contredit la clause 2 de l'article 1 de la charte de l'ONU.**

Ceci dit, le vote de 1947 qui assure le plan du partage de la Palestine a été, indubitablement, adopté en dehors des compétences de cette instance. La charte de l'ONU autorise le Conseil de sécurité à conseiller des décisions et pas le droit de prendre de décisions. De même l'assemblée générale ne peut accepter les décisions qui ont été appliquées par force.

Le vote sur la division de la Palestine était donc un simple conseil : il avait prévu une commission de 5 personnes et la gestion de la Palestine par cette commission. Le Conseil de sécurité ne doit pas donc envisager diviser la Palestine mais y établir et sauvegarder la paix.

Tout cela prouve qu'Israël est illégitime. Ceux qui ont déclaré la création d'Israël ne peuvent pas prouver leur acte par des raisons et argumentations juridiques. Des raisons imaginaires et fictives, telles que la création d'un état juif, d'après la promesse de Dieu, ne pourront jamais justifier l'occupation de la Palestine et donner la légitimité à cette entité.

<http://www.ism-suisse.org/>

5-2 Israël est-il un « Etat Juif » ?

L'idée que l'état moderne d'Israël exprime un désir sans âge parmi les Juifs de différents pays de vivre dans un état nation «Juif» n'est que pure spéculation.

Tsedek - Justice

Si nous définissons le terme «Juif» sur la base de défis universels éthiques, ce qui est l'essentiel du Judaïsme, alors non seulement la vie des Juifs en dehors d'Israël est une condition essentielle de leur judaïté, mais la revendication par Israël d'une identité juive est tout simplement remise en question.

L'idée que l'état moderne d'Israël exprime un désir sans âge parmi les Juifs de différents pays de vivre dans un état nation «Juif» n'est que pure spéculation. Avant l'Holocauste, le Sionisme était une tendance minoritaire parmi les Juifs vivant au sein des nations occidentales, et existait à peine à l'état embryonnaire chez les Juifs vivant dans le Monde Musulman. 60 ans après la création de l'entité sioniste, la plupart des Juifs ont choisi de vivre librement - comme la plupart des Juifs l'ont fait pendant des siècles - en dehors de l'état sioniste. De plus, ce choix devient de plus en plus populaire, y compris parmi les Juifs israéliens, puisqu'on en compte entre 700 000 et 1 million ayant fait leur « Yerida » (descente par opposition à Aliah, immigration en Israël), c'est-à-dire ayant quitté Israël.

Créé par une décision de l'ONU en violation de sa propre Charte sur le droit des peuples (le Peuple Palestinien) à disposer d'eux-mêmes, l'état d'Israël reste jusqu'à aujourd'hui une entité étrangère en Terre Moyen Orientale, rappelant pour un grand nombre de ses habitants, la tragique mésaventure des Croisades et son cortège de massacres, y compris de Juifs Palestiniens. Son implantation s'est faite au détriment d'un autre peuple, le peuple palestinien, dont la dépossession a été la pré condition pour qu'Israël puisse atteindre, démographiquement parlant, une majorité ethnique juive sur le territoire alloué par la décision de l'ONU, plus les territoires pris par la force lors de la guerre et du nettoyage ethnique de 1948. Le traumatisme politique engendré par cette naissance ensanglantée, continue de hanter et condamne l'état sioniste à se conduire selon des normes qui sont à l'opposé du rêve sioniste de faire de l'état sioniste une «lumière au sein des nations».

C'est un échec cinglant, comme l'ancien porte parole du parlement israélien, Avraham Burg l'a résumé fort brillamment :

« Le peuple juif n'a pas survécu pendant deux mille ans pour être un pionnier en matière d'armes nouvelles, de programmes de sécurité informatique ou de missiles anti-missiles. Nous étions supposés être une lumière au sein des nations. Il se trouve que les 2000 ans de lutte pour assurer la survie juive se résume à un état fait de colonies, dirigé par une clique amoral de contrevenants à la loi corrompus, qui sont sourds à la fois à leurs propres citoyens et à leurs ennemis. Un état qui ne pratique pas la Justice ne peut pas survivre. De plus en plus d'Israéliens commencent à comprendre cela quand ils demandent à leurs enfants où ils s'attendent à vivre dans 25 ans. Les enfants qui sont honnêtes l'admettent, laissant leurs parents sous le choc, qu'ils ne savent pas.»

Sans vouloir se restreindre à un point de vue seulement religieux sur le Judaïsme, qui ne correspond pas au vécu actuel d'un grand nombre de Juifs, et cela même si le Judaïsme, comme le Christianisme, comme l'Islam, est une religion, comme Avraham Burg, on peut admettre que le Judaïsme est fondamentalement un défi éthique qu'on peut résumer par la célèbre phrase de Hillel, bien connue, souvent citée, mais hélas peu appliquée, et certainement pas par les sionistes : *«ne fait pas aux autres ce que tu ne veux pas que les autres te fasses, tout le reste n'est que commentaire».*

La prétention d'une «renaissance» d'une «entité politique juive» - en supposant qu'il y en ait eu une auparavant, ce qu'affirme dogmatiquement l'historiographie propagandiste sioniste qui se relie par un cordon ombilical pseudo « biblique » à un pseudo « Royaume Juif », malgré les réfutations sérieuses d'anthropologues, archéologues et historiens honnêtes - fonde son affirmation sur la réactivation de la langue hébraïque, l'hébreu, dont la fonction

était jusqu'à l'avènement du Sionisme essentiellement liturgique, éclipsant le Yiddish le Ladino et l'Arabe qui étaient, outre les langues des pays où ils vivaient, les principaux moyens de communication entre Juifs. Si on peut considérer cette réactivation de l'hébreu comme une réussite sociale nationaliste sioniste, cela n'est rien de plus. Tout une partie des communautés religieuses juives en Israël même refusent de parler hébreu, le vivant comme une désacralisation du Judaïsme, et le net plus ultra chez les ultra orthodoxes, hors fanatiques colons installés dans les territoires occupés, c'est de parler le Yiddish, et de le transmettre à leurs enfants, y compris chez les Juifs ultra orthodoxes d'origine Sépharade (venant des pays arabes).

Ensuite, la notion d'identité «juive» dérivant du droit du sol semble plus liée aux revendications du nationalisme européen du XIXème siècle que de l'éthique juive à proprement parler. En quoi le fait de s'emparer, comme le font ces jeunes délinquants fascistes de la droite religieuse sioniste de quelques collines et de quelques tas de cailloux, a-t-il une signification spirituelle qui vaut la peine qu'on tue et meurt pour elle, si tant est qu'on puisse mourir en « martyr juif » pour cela, ce qu'ils revendiquent comme étant au summum de leur « spiritualité » ? La vie n'est-elle pas ce qu'il y a de plus sacré chez les Juifs, y compris sionistes, qui accusent à grands renforts d'articles de presse, interviews et autres supports de propagande diffamatoire calamiteuse, les Palestiniens de « mépriser » la vie, alors qu'ils ne font que de se défendre contre un occupant armé jusqu'aux dents et soutenu par les grandes puissances, y compris dans ses actions les plus inhumaines, les plus barbares comme le blocus du camp de concentration qu'est devenu Gaza, où s'entasse 1.5 millions de Palestiniens, dont plus de la moitié des enfants ?

Avraham Burg a lui-même donné la clé de la vulnérabilité de l'état sioniste en disant (comme cité plus haut) qu'« *un état qui ne pratique pas la Justice ne peut pas survivre* ». A fortiori un état qui se prétend « Juif ». L'instinct juif de quête de Justice (qui n'est pas exclusivement juif d'ailleurs, mais plutôt un attribut spirituel de tout être humain, spirituel n'étant pas un qualificatif restreint au champ du religieux), ne peut se retrouver nulle part sur le territoire sioniste, ni comme moteur d'un idéal à atteindre, encore moins comme pratique quotidienne, ou par éclipse. L'injustice est partout, pratiquée à grande échelle, jusqu'ad nauseum, dans les territoires occupés palestiniens, contre les citoyens israéliens arabes palestiniens, mais aussi contre les plus fragiles des juifs israéliens et, comble d'outrecuidance, contre les Juifs israéliens survivants de l'Holocauste, dont un grand nombre vit dans une pauvreté abjecte, alors que les Sionistes ont manipulé et continuent de manipuler l'Holocauste à des fins politico mercantiles.

Certaines valeurs du Judaïsme sont universelles, comme la Justice, la Vérité, la Tzedaka ou action sociale vis-à-vis des plus démunis - Tzedaka est traduit par certains par Charité, mais cela ne correspond pas vraiment au sens profond du terme, qui a les mêmes racines que le mot Tzedek, Justice, ce qui veut dire littéralement faire justice dans le domaine social, autrement dit oeuvrer à une juste répartition des richesses si on applique ce mot au champ du politique tel que nous le connaissons – et qui se pratique dans le cadre du Tikoun Olam (réparation du monde). En bref, il s'agit de rechercher l'amélioration, ici et maintenant, des conditions de vie de tous, Juifs et Goyim (non Juifs).

Cet appel éthique universel du Judaïsme ne peut trouver de réponse si les Juifs se concentrent dans un Ghetto sioniste, désigné pour la circonstance « état juif », fonctionnant sur un mode discriminatoire, voire raciste vis-à-vis des minorités (20% de la population d'Israël n'est pas juive mais musulmane, chrétienne, druze...). Le seul fait de désigner le régime sioniste comme « état juif », est d'une violence raciste inouïe vis-à-vis de ces minorités, et pourtant c'est claironné dans les médias, par les dirigeants politiques de pays dit « civilisés », dont George Bush, pour ne citer que lui, et témoigne d'un mépris post colonial outrageant pour les Palestiniens, quelque soit leur appartenance religieuse. Cet appel éthique ne peut trouver sa voie, que si les Juifs vivent au sein des nations, s'y intègrent, comme beaucoup le font d'ailleurs avec succès, et « rayonnent » dans leurs échanges avec autrui tout en conservant leur « spécificité », s'enrichissant dans le partage de la croyance et de la pratique de ces valeurs qui ne sont pas exclusivement juives, mais plutôt l'héritage de ce qui constitue « l'ADN spirituel humain », partout où il s'enracine, parmi les peuples les plus divers, quelque soit leur religion, leur appartenance ethnique, leurs traditions, leurs opinions, leur condition socio professionnelle.

Israël s'est aussi revendiqué « état juif » après l'Holocauste, en se qualifiant de »refuge » contre les persécutions subies par les Juifs. S'il y a effectivement eu des persécutions, mais d'autres peuple aussi ont été persécutés, et si l'Holocauste reste aussi un événement unique, notamment par le traumatisme crée dans la mémoire juive, actuellement, l'intégration des Juifs au sein des nations est un succès, à voir les positions tenues par d'éminents chercheurs, artistes, hommes politiques Juifs. Le régime sioniste a court d'argument, agite le spectre de « l'assimilation », semant sciemment la confusion entre assimilation et intégration. Pourtant, partout où ils vivent, y compris en Iran, diabolisée par Tel Aviv à des fins de politiques guerrières hégémoniques au Moyen Orient, les Juifs peuvent suivre et pratiquer leurs traditions sans être inquiétés le moins du monde, parallèlement à tous les autres courants.

L'idée que les Juifs devraient vivre dans un Ghetto est une idée dont les Juifs ont été libérés entre le XVIII et le XX ème siècle. Les Sionistes ont fait renaître cette idée avec leur « état juif », et l'ont mise en pratique politiquement, allant ainsi à contre courant d'une évolution historique juive irréversible. Les plus grandes contributions juives intellectuelles, philosophiques, morales et culturelles à l'humanité sont le fruit d'une vie juive dispersée au sein des nations. Maimonide, Spinoza, Marx, Freud, Einstein, Kafka, Proust, Primo Levi, Serge Gainsbourg ou Daniel Barenboïm, tous sont, eux et leurs œuvres, les produits d'interactions entre diverses influences, aux quatre coins du monde.

L'identité juive est comme un flux, toujours en questionnement, à l'instar du Judaïsme lui-même, qui n'est pas un Dogme, comme certains esprits dévots - ce qualificatif s'applique aussi au champ du politique – étriqués,

voudraient qu'il soit. Le Sionisme n'est qu'un moment dans l'histoire du Judaïsme, pour certains équivalant aux heures les plus sombres de l'histoire juive, et menaçant le Judaïsme lui-même, parce qu'usurpateur. Le lien entre Israël, état sioniste, et le Judaïsme, si tant est qu'on peut encore espérer qu'il puisse en exister un, dépend d'abord et avant tout dans sa capacité, comme Avraham Burg l'a fait remarquer, à pratiquer la Justice, non seulement à l'égard de ses citoyens, mais aussi à l'égard de ceux qu'il a déshumanisés, fait terriblement souffrir, chassés, dont il a fait des réfugiés.

Le Sionisme porte en lui sa propre contradiction, et à terme sa propre fin : pour se revendiquer « juif » l'état sioniste doit renoncer à ses pratiques racistes, barbares, entourées d'un halot de mensonges, dont le principal c'est de revendiquer être un « état juif » ou « l'état des juifs ».

L'« état juif » ou l'« état des Juifs » est une fiction politique.

Espérons seulement qu'elle aura un « Happy End », Fin Heureuse, pour tout le monde, et en premier lieu pour les Palestiniens, qui font preuve à l'encontre des Sionistes israéliens d'une résilience, et manifestent des trésors de patience, que seul un attachement profond à la Justice peut engendrer.

J'accuse la secte sioniste de génocide du peuple palestinien

Sionisme, corruption, émigration

Myriam Abraham

<http://www.planetenonviolence.org/>

5-3 Gadi Algazi : La Cisjordanie, nouveau « Far Est » du capitalisme israélien

Analyse intéressante sur l'entreprise colonialiste sioniste qui transforme les gens ordinaires mais souvent pauvres en colons malgré eux. Les ultra-orthodoxes servant eux carrément de chair à canon, c'est ce qui est dit à la fin de l'article... où l'on notera aussi qu'un des millionnaires qui financent et s'enrichit avec la colonisation fait partie de la secte Loubavitch...

40 000 logements en Cisjordanie pour un coût de 4,3 milliards de dollars

Alliance entre l'Etat, les promoteurs immobiliers et les colons extrémistes : Modi'in Illit est une colonie juive importante en Cisjordanie, qui occupe les terres de cinq villages palestiniens : Ni'lin, Kharbata, Saffa, Bil'in et Dir Qadis. C'est l'implantation qui se développe le plus vite ; elle devrait même se voir bientôt accorder le statut de ville : le ministère israélien du Logement prévoit qu'elle passera de 30 000 habitants à 150 000 en 2020. Elle fait partie de ces « blocs de colonies » que les gouvernements israéliens successifs ont étendu et entendent annexer. Elle illustre aussi le lien entre le mur de séparation et l'extension des colonies : le développement de Modi'in Illit a entraîné la ruine des agriculteurs palestiniens de Bil'in, un petit village de 1 700 habitants, que la construction du mur a dépouillé de la moitié des terres qui leur restaient : environ 2 000 dounams (1).

Depuis février 2005, les habitants de Bil'in sont engagés dans une lutte non violente contre le mur. Aux côtés de militants israéliens pour la paix et de volontaires internationaux, ils manifestent tous les vendredis, main dans la main, face aux bulldozers et aux soldats. Leur mobilisation converge avec celle d'autres villages palestiniens qui mènent, depuis quatre ans, une difficile campagne de résistance. Ces actions, dont on ne sait quasiment rien hors de Palestine, souvent coordonnées par des comités populaires contre le mur, ont obtenu des résultats modestes, mais appréciables : elle ont permis de stopper ou de ralentir la construction des clôtures qui privent les habitants de leurs terres et les condamnent à vivre dans des enclaves. A Budrus et à Deir Ballut, les comités sont même parvenus à en faire dévier le tracé, et à récupérer ainsi une partie des vignes, des champs et des sources d'approvisionnement en eau confisqués.

Ces modestes acquis prennent tout leur sens quand on songe à la supériorité militaire incontestée d'Israël. Grâce à sa force militaire comme au soutien des Etats-Unis, et récoltant les fruits du plan de désengagement de M. Ariel Sharon, l'Etat hébreu gagne du terrain face à des Palestiniens chaque jour plus isolés et diabolisés. A l'étranger, on accepte de plus en plus, même si c'est parfois à contrecœur, la politique unilatérale d'Israël.

L'importance de cette « Intifada du mur » tient surtout à son influence à long terme. Les expériences de protestation de masse non violentes, fragiles et à petite échelle, qui avaient joué un rôle marginal au début de la seconde Intifada, semblent s'enraciner et commencer à porter des fruits. A mesure que les chances d'une paix juste en Palestine s'amenuisent et que les Palestiniens de Cisjordanie s'habituent à vivre dans des enclaves (2) entre barrières et murs, les manifestations pacifiques fraient de nouvelles voies pour l'avenir. Et elles sèment, de part et d'autre, les graines de futurs combats communs.

Misère sociale et profits rapides

Au total, 200 personnes ont été blessées à Bil'in lors de la dispersion violente de manifestations, et de nombreuses autres ont été arrêtées sous divers prétextes. L'armée israélienne, les gardes-frontières, la police ainsi que des sociétés privées de sécurité ont été mobilisés contre des manifestants aux mains nues. Matraques, bombes lacrymogènes, balles en caoutchouc et tirs à balles réelles firent de nombreuses victimes (3). Du côté israélien, on admet que des agents provocateurs, issus de forces spéciales (appartenant à l'unité Massada), se sont infiltrés, se faisant passer pour des Arabes, dans ces manifestations pacifiques afin d'inciter leurs participants à recourir à la force (4). Seule la détermination des membres du comité populaire a empêché que ces provocations ne conduisent à une escalade incontrôlable. En réalité, le mur a besoin d'une protection renforcée - contre l'opposition pacifique des villageois palestiniens et de leurs alliés. Car il est là pour permettre un grand projet colonial : Modi'in Illit.

On évoque souvent l'occupation israélienne dans des termes empruntés aux conflits interétatiques (et la création de l'Autorité palestinienne n'a fait que renforcer cette tendance). Pourtant, il s'agit, au fond, d'un conflit colonial. Les gestes symboliques, les initiatives diplomatiques et les déclarations publiques s'évanouissent sur le terrain devant les faits bruts : puits et oliveraies, bâtiments et routes, émigration et implantation. C'est le paysage même qui se trouve radicalement bouleversé, et non les seules frontières politiques. Le contrôle militaire exercé par Israël depuis 1967 a créé un cadre favorable au renforcement de ce mécanisme colonial. Implantations, clôtures et routes en sont les signes les plus flagrants - les colonies constituant l'obstacle le plus sérieux à la création d'un Etat palestinien viable, véritablement indépendant. De 1967 à 2006, on estime que l'Etat hébreu a fait construire environ 40 000 logements en Cisjordanie pour un coût de 4,3 milliards de dollars. Et, en janvier, le nombre de colons implantés dans les territoires occupés - hors Jérusalem -, dont le Golan, dépassait les 250 000 (5). Généralement condamnées, les colonies israéliennes dans les territoires occupés sont rarement étudiées. Pour savoir à qui profite le projet colonial et pourquoi les gens ordinaires s'y rallient, il faudrait pourtant regarder de plus près leur composition et leur économie. Modi'in Illit est un cas révélateur à plusieurs égards. C'est d'abord une entreprise menée, non par des colons messianiques et leurs représentants politiques, mais par une alliance hétérogène entre promoteurs immobiliers intéressés par les terrains, investisseurs capitalistes à l'affût de profits et politiciens favorables à la colonisation. C'est l'une des rares implantations qui a continué de s'étendre pendant la seconde Intifada. Elle n'abrite pas des nationalistes purs et durs, mais essentiellement des familles nombreuses ultraorthodoxes, qui, peu concernées par le sionisme politique et même par Israël, recherchent avant tout de meilleures conditions de vie. Y convergent misère sociale, profits rapides et dépossession impitoyable. Modi'in Illit, qui s'appelait à l'origine Kiryat Sefer, ne doit pas sa création (1996), comme la plupart des colonies, à une alliance entre autorités gouvernementales, organisations sionistes et mouvements de colons extrémistes : l'initiative vint d'entrepreneurs privés, après les accords d'Oslo de 1993 et à un moment où la privatisation de l'économie s'intensifiait en Israël. C'est l'exemple type d'un nouveau style d'implantation coloniale, dirigée par des capitaux privés et soutenue par l'Etat. Le conseil local a accordé - indiquent les rapports de la Cour des comptes - un traitement de faveur aux promoteurs immobiliers : avantages spéciaux, dispenses en matière de réglementations de la construction, réductions d'impôts, etc. Des milliers de logements ont été bâtis en violation manifeste de la loi, avec l'approbation post facto du conseil local, qui a blanchi ces constructions illégales en réajustant rétroactivement le plan d'urbanisme (6). Dans le « Far Est » israélien, l'urgence politique de la colonisation va de pair avec des profits rapides pour les investisseurs.

Selon une enquête menée en 1998, l'ensemble du domaine de Brachfeld, par exemple, sur les terres de Bil'in, a été érigé sans permis de construire - et pourtant aucune maison n'a été démolie ensuite. Une grande partie des eaux usées se déverse dans la rivière Modi'in, polluant les ressources aquifères locales. Cela ne résulte pas de la corruption ou d'une mauvaise gestion, mais d'une dimension structurelle de la frontière coloniale : l'implantation non réglementée offre la possibilité de vastes profits aux dépens de l'environnement.

Les habitants palestiniens de Bil'in font face à une puissante alliance entre intérêts politiques et économiques. Deux quartiers doivent être construits sur les terres qui leur ont été confisquées. L'un d'eux, Green Park, a été confié à Dania Cebus, une filiale de l'Africa Israel Group, propriété d'un des hommes d'affaires les plus influents d'Israël, M. Lev Leviev (7) : ce projet colossal de 230 millions de dollars prévoit la construction de 5 800 appartements. Or les bénéfices d'exploitation réalisés par l'Africa Israel ont enregistré une hausse de 129 % au cours des trois premiers trimestres de 2005 (8). D'autres grandes entreprises du bâtiment ont rejoint M. Leviev. Autant d'investissements qui dépendent du tracé du mur, censé couper les villageois de Bil'in de leurs terres et assurer la « sécurité » des nouveaux quartiers. Comme dans de nombreuses autres colonies installées entre la « ligne verte » (la frontière israélienne d'avant 1967) et la « clôture de sécurité », cette implantation complète le processus d'annexion et valorise les investissements immobiliers.

Le Custodian of Absentee Property (Conservateur des biens des absents) et le Land Redemption Fund (Fonds de rachat des terres) se prétendent les propriétaires légaux des terres sur lesquelles se construit l'un de ces quartiers. Organisme gouvernemental chargé de gérer les « terres des absents », le Custodian sert en réalité à accaparer les terres palestiniennes appartenant à des réfugiés en Israël et, plus récemment, dans les territoires occupés. Des organisations israéliennes de défense des droits humains ont découvert qu'il sert de prête-nom au fonds des colons lors de « transactions tournantes ». Quant au Land Redemption Fund, créé il y a une vingtaine d'années, il se spécialise dans le rachat de terres dans des zones d'extension de colonies. Au nombre de ses fondateurs figure M. Era Rapaport, l'un des organisateurs du réseau terroriste opérant dans les territoires occupés au début des années 1980 - il a passé plusieurs années en prison pour la tentative d'assassinat dans laquelle le maire de Naplouse, M. Bassam Chakaa, perdit ses deux jambes (9).

Deux journalistes israéliens ont enquêté minutieusement sur les méthodes d'acquisition de ce fonds, dont « le réseau de renseignement se compose d'anciens collaborateurs [palestiniens] qui sont retournés dans leur village après avoir été grillés, d'agents israéliens des services de sécurité générale à la retraite, qui fournissent des renseignements moyennant rétribution (...) et d'anciens gouverneurs militaires [qui utilisent leurs connexions dans les villages] ». Des hommes de paille arabes servent d'intermédiaires : ils se font passer pour des acheteurs, alors que les terres sont acquises grâce à « des fonds provenant de millionnaires juifs de droite comme Lev Leviev et le magnat suisse Nissan Khakshouri (10) ».

Attirer des colons « non idéologiques »

Des méthodes semblables ont été employées pour confisquer les terres de Bil'in (11). Ainsi, le plan colonial mêle inextricablement économie et politique. Parmi les donateurs du Fonds, on retrouve les capitalistes qui se chargent

de la construction et de la promotion immobilière dans d'autres colonies. Ceux-ci versent des sommes considérables aux colons extrémistes, par conviction politique mais aussi dans l'attente de gros profits. Les secteurs où le Fonds choisit de se concentrer ont également leur importance : son projet principal est de « brouiller la "ligne verte" en reliant les implantations [en Cisjordanie] aux communautés à l'intérieur de la ligne et en étendant ces communautés en direction des territoires [occupés] » afin d'« établir des faits sur le terrain (12) ». Cela s'inscrit dans une opération plus vaste encore, conçue originellement par M. Sharon, qui est en cours depuis les années 1980 pour dissoudre la « ligne verte » en créant des implantations destinées à des colons « non idéologiques » à proximité des centres économiques d'Israël. Bloqué par la seconde Intifada, ce projet a repris progressivement en 2003, avec l'achèvement de certaines parties du mur, qui a conduit à l'annexion de facto de zones se trouvant entre la clôture et Israël. En faisant disparaître des communautés derrière le mur, on peut promettre aux investisseurs comme aux colons un niveau de vie plus élevé dans un espace sécurisé. Le nettoyage ethnique n'est pas nécessairement spectaculaire...

Les colonies israéliennes adjacentes au mur de séparation revêtent une importance stratégique. Elles complètent le système de clôtures et de barrières prévu par Israël pour annexer certaines parties de la Cisjordanie. Mais elles constituent également le lieu stratégique où prend forme une puissante alliance politique et économique entre capitaux, groupes de colons hétérogènes et hommes politiques au pouvoir.

La « coalition du mur » qui dirige actuellement Israël ne date pas des dernières élections. Rassemblée autour de l'héritage de M. Sharon, elle regroupe les adeptes de l'annexion progressive (« Israël doit garder les blocs de colonies ») et ceux d'une expansion coloniale « raisonnable » (qui n'ont pas de mal à faire bonne figure à côté des « méchants » colons idéologiques désinhibés). Placée sous le double drapeau de la séparation ethnique et de la privatisation de l'économie, cette alliance ne promet pas la paix aux Israéliens, mais une pacification unilatérale liée à une annexion partielle qui démembrera la Cisjordanie et en divisera le reste en trois enclaves clôturées.

Si cette alliance s'est formée récemment dans l'arène politique (ses partisans n'appartiennent pas seulement à Kadima, le parti de MM. Sharon et d'Ehoud Olmert), elle a construit ses fondements économiques et sociaux bien avant sur les collines de Cisjordanie. Elle regroupe les colons, les organismes d'Etat qui financent les clôtures, des sociétés immobilières et des entreprises high-tech - la vieille économie et la nouvelle. Les implantations actuellement bâties ou étendues à l'ombre du mur en sont l'expression.

C'est précisément parce qu'elles ne reposent pas seulement sur la ferveur messianique de colons fanatiques, mais répondent aussi à des besoins sociaux - qualité de vie pour la bourgeoisie, emplois et logements subventionnés pour les défavorisés - que ces implantations élargissent la base sociale du mouvement de colonisation et y rallient d'autres intérêts : véritables profiteurs du mur, entrepreneurs, capitalistes et colons des classes supérieures à la recherche d'une meilleure qualité de vie dans de nouveaux ghettos dorés, loin des pauvres, et protégés des Palestiniens (13).

Les colonies juives n'ont cessé de grossir durant les années qui ont suivi les accords d'Oslo : le nombre de leurs habitants a plus que doublé entre 1993 et 2000. Mais, à y regarder de plus près, cette croissance a eu pour principal théâtre quelques implantations importantes où vivent des colons « non idéologiques » : immigrés de Russie et d'Ethiopie installés là par les autorités, habitants de banlieues pauvres aspirant à vivre mieux et familles nombreuses ultraorthodoxes à la recherche de logements subventionnés. Ces gens n'ont rallié le projet colonial qu'à la fin des années 1990, à contrecœur, poussés par les privatisations et le démantèlement rapide de l'Etat-providence en Israël. Modi'in Illit et Betar Illit comprennent à elles seules plus du quart des colons de Cisjordanie, essentiellement des juifs ultraorthodoxes. Alors que les autres colonies disposent d'un statut socio-économique supérieur à la moyenne israélienne, ces deux-là sont les plus pauvres communautés juives (14).

Comme un spécialiste l'expliquait à un journaliste en septembre 2003, c'est la crise du logement en Israël qui a incité ces familles à venir s'installer là : « Leur situation était si désespérée qu'elles étaient prêtes à aller n'importe où. » Et le porte-parole du conseil des colons de Modi'in Illit de confier : « Même si elles ne sont pas venues ici pour des raisons idéologiques, elles ne renonceront pas à leur maison si facilement (15). » Voilà comment on transforme des gens en colons malgré eux. Le maire de Betar Illit a avoué au même journaliste qu'on envoyait les ultraorthodoxes dans les territoires occupés contre leur volonté pour en faire de la « chair à canon ». Maintenant que le mur approche, les colons de Modi'in Illit et de Betar Illit pourraient placer leurs espoirs en lui - ils en attendent la sécurité et s'identifient du coup à l'entreprise de dépossession des Palestiniens.

Mais, si l'extension des colonies se nourrit de l'érosion des droits sociaux en Israël, les conflits sociaux dans l'Etat hébreu ont des conséquences directes sur l'avenir de l'occupation car ils mettent en évidence le lien sous-jacent entre la lutte anticoloniale - contre le vol des terres palestiniennes et l'implantation de nouvelles colonies - et la lutte pour la justice sociale au sein même des frontières d'Israël.

Gadi Algazi

Professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv et cofondateur de l'association judéo-arabe [Taayoush](#) (Vivre ensemble).

Notes

(1) Un dounam égale un dixième d'hectare, soit 1 000 mètres carrés.

(2) Amira Hass, « Israeli restrictions create isolated enclaves in West Bank », et « Four types of enclaves in the West Bank », Haaretz, Tel-Aviv, 24 mars 2006.

(3) Meron Rapoport, « Symbol of struggle », 10 septembre 2005., Haaretz

(4) Meron Rapoport, « Bil'in residents : undercover troops provoked stone-throwing », Haaretz, 14 octobre 2005 ; David Ratner, « Bil'in protesters say bean bags are latest riot-control weapon », Haaretz, 21 octobre 2005.

(5) Haaretz, 8 janvier 2006.

(6) Cf. « Israel's State comptroller's report », no 51 A (2000), Israel Government Printing Office, Jérusalem, p. 201-218.

(7) M. Leviev a bâti sa fortune sur l'exploitation des diamants d'Afrique du Sud et en utilisant son appartenance à la secte ultraorthodoxe des Loubavitch. Sa compagnie se vante d'avoir été « pionnière dans l'établissement de ghettos dorés » en Israël. Elle gère par ailleurs des centres commerciaux et s'apprête à réaliser la première prison privée en Israël. Cf. Aryeh Dayan, « Leviev promises to treat his prisoners nicely », Haaretz, 28 novembre 2005.

(8) Données récentes : <http://maariv.bizportal.co.il>

(9) Shalom Yerushalmi, « Every prime minister who gave away Eretz Israel was hurt » (interview d'Era Rapaport), Maariv, Tel-Aviv, 5 avril 2002.

(10) Shosh Mula et Ofer Petersburg, « The Settler National Fund », Yedioth Aharonoth, Tel-Aviv, 27 janvier 2005 (traduction anglaise : <http://www.peacenow.org/hot.asp?cid=247>).

(11) Akiva Eldar, « Documents reveal West Bank settlement Modi'in Illit built illegally », Haaretz, 3 janvier 2006 ; et « State mulls criminal probe into illegal settlement construction », Haaretz, 8 janvier 2006.

(12) Shosh Mula et Ofer Petersburg, op. cit.

(13) Oren Yiftachel, « Settlements as reflex action », dans Rafi Segal et Eyal Weizman (sous la dir. de), "A Civilian Occupation : The Politics of Israeli Architecture", Babel, Tel-Aviv, et Verso, Londres et New York, 2003, p. 32-38.

(14) The Israel Central Bureau of Statistics, « Characterizing local councils and ranking them according to the socio-economic position of their population », février 2004. Les Arabes d'Israël sont les plus pauvres des citoyens. Et, parmi les dix communautés les plus pauvres du pays, figurent huit villages bédouins et deux communautés juives : Modi'in Illit et Betar Illit.

(15) Tamar Rotem, « The price is right », Haaretz, 26 septembre 2003.

Sources [CCIPPP](#)

Le Monde diplomatique.

Article reçu de Nadine Ghys

4 mai 2008

5-4 Julien Salingue : Comment les Etats-Unis ont organisé une tentative de putsch contre le Hamas.

Quand les Palestiniens sont eux aussi victimes de la politique de "Regime Change" de l'Administration Bush
Julien Salingue

Dimanche 11 mai 2008

Près d'un an après la division politique entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza, je me propose dans cet article de revenir sur l'enchaînement des événements qui ont conduit à cette division sans précédent dans l'histoire du mouvement national palestinien. Il apparaît en effet aujourd'hui que, loin d'être le seul produit de "rivalités inter-palestiniennes", ces événements portent la marque de la politique de "regime change" de l'Administration Bush. Le but de ce travail n'est pas de faire des "révélations", l'essentiel des éléments de cet article sont connus de ceux qui suivent de près l'actualité politique palestinienne. Il s'agit plutôt, en opérant "ce retour en arrière", de mieux comprendre la situation politique et les dynamiques actuelles dans les territoires palestiniens.

« Regime Change » ? ¹

Extrait

« Mohammad Dahlan est notre homme » (Georges W. Bush)

Mohammad Dahlan (Maanimages/Fadi Arouri)

Mohammad Dahlan, né en 1961, ancien dirigeant de la Shabiba (organisation de jeunesse du Fatah) à Gaza, a séjourné plusieurs années dans les prisons israéliennes avant d'être banni des territoires palestiniens en 1988. Il rejoint alors la direction de l'OLP à Tunis et va progressivement se rapprocher d'Abu Iyad ⁷, acquérir une place centrale dans l'appareil sécuritaire de la centrale palestinienne et être associé à l'équipe qui mènera les négociations avec Israël. C'est précisément pour discuter de questions sécuritaires qu'il participe en janvier 1994, à Rome, à une rencontre avec des responsables de l'armée et des renseignements israéliens ⁸. Cette rencontre secrète, organisée dans le cadre du processus d'Oslo, scelle la coopération entre le futur appareil sécuritaire de l'AP et les services israéliens, notamment dans leur objectif commun de neutralisation du Hamas.

A son retour dans les territoires palestiniens en 1994, Dahlan est nommé responsable de la Sécurité Préventive (SP) à Gaza. Il exercera cette fonction pendant 8 ans. La SP est un organe dont la tâche, selon les termes très explicites de l'un de ses dirigeants, est de « surveiller les partis politiques, les organisations et la population afin que le gouvernement puisse gouverner » ⁹. Au cours des années 2000, il prend ses distances vis-à-vis de Yasser Arafat, multipliant les appels à la réforme de l'AP et au renouvellement de son leadership. Il démissionne de la SP en juin 2002. En avril 2003, le Premier Ministre Abu Mazen le nomme Ministre de la Sécurité Intérieure malgré les objections d'Arafat. Il quitte ses fonctions lors de la démission d'Abu Mazen en septembre et fait son retour au gouvernement en février 2005, lorsqu'il est nommé Ministre des Affaires Civiles du 3ème Gouvernement d'Ahmad Qurai. Lors des législatives de janvier 2006, il est réélu député dans la circonscription de Khan Younes.

Depuis le début des années 90, Dahlan entretient des liens appuyés avec les Etats-Unis et Israël. Il a en outre

construit une relation privilégiée avec plusieurs responsables des services de sécurité égyptiens d'Hosni Moubarak. Durant les mandats de Bill Clinton puis ceux de Georges Bush, il a multiplié les rencontres avec des représentants de l'Administration US et de la CIA. D'après des officiels états-uniens, Georges Bush aurait dit de lui, après une rencontre en 2003 : « *C'est notre homme* »¹⁰. Dahlan déclare de son côté en 2008, au sujet de Georges Tenet, Directeur de la CIA de 1997 à 2004 : « *C'est tout simplement un homme juste, un grand homme. J'ai encore, de temps en temps, des contacts avec lui* »¹¹.

De nombreux dirigeants israéliens le jugent digne de confiance, que ce soit en raison de ses critiques de la gestion de l'AP par Yasser Arafat ou de son attitude implacable face au Hamas. Sous sa direction, la Sécurité Préventive de Gaza a entre autres participé à la répression violente (14 morts) d'une manifestation organisée par le Hamas et le Jihad en novembre 1994 et à la vague d'arrestations consécutive à la campagne d'attentats-suicides de février-mars 1996 (plusieurs centaines de sympathisants et membres du Hamas interpellés). En avril 2002, le Ministre de la Défense israélien Benyamin Ben Eliezer déclarait devant la Knesset qu'il venait de proposer à Dahlan de prendre le contrôle de la Bande de Gaza¹².

Le nom de Mohammad Dahlan est également associé aux guerres fratricides qui ont eu lieu au sein de l'AP et du Fatah à partir de 2001, lorsque s'est posée la question de la succession d'un Yasser Arafat désormais mis hors-jeu par Israël et les Etats-Unis. Dahlan est soupçonné d'avoir développé un vaste réseau de corruption et d'avoir entretenu une milice privée de plusieurs centaines d'hommes afin de se construire une place-forte à Khan Younes (dans le Sud de la Bande de Gaza) et de mieux pouvoir assouvir ses ambitions personnelles. Certains l'accusent d'être indirectement lié à l'assassinat, en septembre 2005, de Moussa Arafat, cousin de Yasser Arafat nommé en 2004 chef de la SP à Gaza pour contenir l'influence de Dahlan.

Ultime élément, et pas des moindres, en juillet 2007, une lettre datant de 2003 était découverte dans ses anciens bureaux de Gaza, dans laquelle il s'adressait en ces termes à Shaul Mofaz, alors Ministre israélien de la Défense : « *Soyez certain que les jours de Yasser Arafat sont comptés, mais laissez-nous en finir avec lui selon nos méthodes, pas selon les vôtres. Et soyez également assuré que (...) je donnerai ma vie pour tenir les promesses que j'ai faites devant le Président Bush* »¹³. Dahlan n'a jamais contesté l'authenticité de la lettre.

Les « conseils amicaux » des Etats-Unis

Pour les Etats-Unis Dahlan devra être au cœur du dispositif de Regime Change, en charge des questions sécuritaires. Un soutien financier lui est apporté et les Etats-Unis se mettent à sa disposition pour former et armer ses hommes. Dès les mois qui suivent les élections, ses milices fomentent des troubles dans la Bande de Gaza et de premiers affrontements ont lieu avec les groupes armés liés au Hamas. Il est également à l'initiative de manifestations « anti-gouvernementales » devant les Ministères. Tandis que l'instabilité se répand dans les territoires palestiniens, des pourparlers s'engagent à l'automne 2006 pour la formation d'un gouvernement d'Union Nationale sous la pression de la population et des partis politiques. Les Etats-Unis et Mohammad Dahlan tentent alors de dissuader Abu Mazen de parvenir à un accord.

Une note remise au Président palestinien par le Consul Général des Etats-Unis à Jérusalem, à la fin de l'année 2006, qui aurait dû demeurer confidentielle mais qui a été révélée par David Rose en mars 2008¹⁴ et authentifiée par divers responsables états-uniens et palestiniens, donne a posteriori raison à ceux qui, dès 2006, ont dénoncé le coup d'Etat en préparation¹⁵. J'en cite ici de larges extraits :

« La Secrétaire d'Etat Rice m'a demandé de vous rencontrer afin de discuter des moyens par lesquels nous pouvons avancer ensemble. (...)

Comme vous l'avez entendu à New York, le Président Bush veut vous soutenir. (...)

Mais notre capacité à vous aider dépend en grande partie de vous. Nous pouvons faire beaucoup plus si un gouvernement de l'AP se met en place, qui accepterait totalement et clairement les principes du Quartet.

Des Etats arabes clés sont également prêts à vous soutenir dans cette démarche. (...)

Nous savons que vous évaluez les différentes options. Nous voyons 3 éléments vitaux qui devraient faire partie de votre stratégie, quelle qu'elle soit :

1) Adressez-vous au public : rendez publique votre intention de former un nouveau gouvernement et expliquez ce qu'un tel gouvernement pourrait apporter au peuple palestinien ;

2) Le Hamas devrait avoir à faire un choix clair, avec une date-limite claire : le Hamas disposerait d'un délai limité pour répondre : soit ils acceptent un nouveau gouvernement qui se conforme aux exigences du Quartet, soit ils le rejettent ;

3) Les conséquences de la décision du Hamas devraient elles aussi être claires : si le Hamas ne répondait pas favorablement dans le délai prescrit, vous devriez expliquer clairement votre intention de déclarer l'état d'urgence et de former un gouvernement d'urgence explicitement dévoué à ce programme.

(...) Nous pensons aussi que vous devez immédiatement renforcer votre équipe. Nous pensons que vous devez y inclure des personnalités bénéficiant d'un fort crédit dans la communauté internationale (...).

Nous travaillons déjà à des projets de soutien à la Garde Présidentielle et aux Forces de Sécurité Nationale (...).

Si vous agissez en vous inscrivant dans ces perspectives, nous vous soutiendrons tant matériellement que

Le piège du Gouvernement d'union nationale et le « plan B »

« L'option » choisie par Abu Mazen, au grand désarroi des Etats-Unis et de Dahlan, est de trouver un accord de principe avec le Hamas en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ce gouvernement est néanmoins un piège tendu à un Hamas lui aussi sous pression, notamment de l'Arabie Saoudite : il permet de remettre au pouvoir une partie de la direction sortante (et battue) de l'AP et d'exiger ensuite du Hamas, au nom de l'unité, qu'il se soumette publiquement aux exigences du Quartet. L'accord est signé à la Mecque en février 2007. Mais dans les territoires palestiniens personne ne croit à la viabilité du nouveau gouvernement, d'autant plus que très rapidement, conformément à la volonté états-unienne, Abu Mazen va imposer des conditions inacceptables pour le Hamas.

Les Etats-Unis réadaptent en effet leur stratégie à la lumière des Accords de La Mecque. Un nouveau document est élaboré, intitulé « Plan pour la Présidence palestinienne en 2007 » ou « Plan B ». Deux noms apparaissent à plusieurs reprises dans le document, en plus de celui d'Abu Mazen : Salam Fayyad, ancien haut fonctionnaire à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International, et Mohammad Dahlan. Ils sont au cœur du dispositif que les Etats-Unis souhaitent mettre en place pour aboutir à une chute rapide du Gouvernement d'Union Nationale et l'éviction définitive du Hamas de la direction de l'AP. Abu Mazen devra confier à Fayyad la gestion de l'ensemble des ressources financières de l'AP et à Dahlan la gestion de son appareil sécuritaire, qui devra être réformé. Conformément aux souhaits états-uniens, Fayyad sera nommé Ministre de l'économie du nouveau gouvernement et Dahlan Conseiller National à la Sécurité (CNS) du Président Abbas, malgré les protestations du Hamas.

La première version du « Plan B », révélée elle aussi par David Rose, indique qu'il s'agit, via la réforme des services de sécurité et la nomination de Dahlan à leur tête, de « *maintenir sous le contrôle indépendant du Président Abbas les forces de sécurité clé (...) par l'intermédiaire du CNS [et d'] éviter l'intégration du Hamas dans ces services* »¹⁷. Plus loin on peut lire que depuis le début de l'année 2007, « *le CNS Dahlan supervise, en coordination avec le Général Dayton, l'effort accompli pour entraîner et équiper une force de 15 000 hommes sous contrôle du Président Abbas afin d'établir la loi et l'ordre, de stopper le terrorisme et de dissuader les forces [armées] extra-légales* »¹⁸. Dans la version définitive du « Plan B » on peut lire que les Etats-Unis s'engagent à « *fournir aux personnels de sécurité les équipements nécessaires et les armes afin qu'ils puissent accomplir leur mission* »¹⁹. Une nouvelle étape va donc être franchie. Malgré les réticences d'Abu Mazen, qui jusqu'au bout espère pouvoir reprendre le contrôle de l'AP sans effusion de sang, le feu vert est donné à Dahlan.

Le « coup de force » de Gaza

Dès lors la machine est lancée. Dahlan multiplie les déclarations provocatrices à l'égard du Hamas ; depuis les camps d'entraînement sous supervision US (en Jordanie, en Egypte et à Jéricho), ses hommes affluent dans la Bande de Gaza avec la bénédiction d'Israël et les armes des Etats-Unis ; les incidents se multiplient avec les groupes armés liés au Hamas, notamment à partir du mois d'avril, lorsque l'existence du « Plan B » est révélée dans plusieurs journaux arabes²⁰. La bataille autour du contrôle des forces de sécurité fait rage, le Hamas ayant décidé de créer sa propre Police dans la Bande de Gaza. Le 14 mai, Ismail Haniyah accepte la démission d'Hani al-Qawasmi, le Ministre de l'Intérieur (« indépendant »), qui affirme qu'il n'a en fait aucun contrôle sur les forces de sécurité de l'AP et qu'il ne peut rien faire pour stopper les combats.

Au début du mois de juin on compte déjà plusieurs dizaines de morts dans les deux camps. Tandis que dans la presse arabe et dans les rues palestiniennes, Abu Mazen et Dahlan sont déjà surnommés depuis plusieurs mois les « *Pinochet du Moyen-Orient* »²¹, dans les pays occidentaux et en Israël on accuse le Hamas de fomenter les troubles, d'avoir une attitude anti-démocratique et de mettre en péril la fragile unité nationale palestinienne. Abu Mazen et Dahlan tiennent à peu le même discours. Le Président palestinien accuse même le Hamas d'être lié à al-Qaeda. « *Les putschistes du Fatah, dans la tradition de tous les régimes arabes non-élus qui ont eux aussi organisé leurs propres coups d'Etat (...), ont déclaré que leurs ennemis démocratiquement élus étaient les « putschistes », ceux qui conduisaient le peuple palestinien vers de « sombres » abysses* ». ²²

Durant les deux premières semaines de juin les combats se multiplient et chacun comprend que l'affrontement d'ampleur est désormais inévitable. Le 13 juin le parti d'Ismail Haniyah prend l'initiative d'en finir avec les forces de Mohammad Dahlan avant que l'ensemble des armes et des hommes entraînés par les Etats-Unis ne rejoignent la Bande de Gaza et que Dahlan ne décide de lancer la dernière phase de l'offensive. En à peine 24 heures les hommes du Conseiller National à la Sécurité, qui ne bénéficient d'aucun soutien dans la population gazaouie, contrairement à ce que pensaient les stratèges états-uniens, sont balayés par le Hamas et ceux qui le peuvent tentent de s'enfuir de la Bande de Gaza. Plusieurs centaines d'entre eux s'entassent à la frontière entre Gaza et Israël, où ils bénéficient de la protection des forces israéliennes, qui va en outre faciliter leur transfert vers la Cisjordanie.

Abu Mazen et Dahlan savent que le putsch a échoué. Le 14 juin Abu Mazen révoque le gouvernement d'Union Nationale et décrète l'état d'urgence. Le 16 juin il refuse une réunion de crise avec la direction du Hamas en Syrie. Il se rend, accompagné de Dahlan, à une rencontre avec le Consul Général des Etats-Unis. Le lendemain il

nomme un « gouvernement d'urgence » sous la direction de Salam Fayyad. L'état d'urgence permet à Abu Mazen et Fayyad de contourner la procédure normale, qui aurait impliqué un vote de confiance du Conseil Législatif Palestinien. Le Premier Ministre Fayyad est imposé, y compris à Abu Mazen, par l'Administration Bush alors que son parti « Troisième Voie » n'avait pas franchi la barre des 2% lors des législatives de janvier 2006. Les Etats-Unis, l'Union européenne et Israël annoncent la levée des sanctions économiques et diplomatiques, reprennent les versements d'argent au gouvernement de Fayyad et le reconnaissent comme « seul gouvernement légitime » de l'AP. Le Hamas a fait une démonstration de force dans le Bande de Gaza mais ne peut ni ne veut s'opposer à Abu Mazen et Fayyad en Cisjordanie : pourquoi se battre pour « prendre le contrôle » de zones autonomes qui sont en fait sous occupation israélienne ?

Conclusion : après l'échec de Gaza, bientôt celui de la Cisjordanie...

La journaliste israélienne Amira Hass avait raison lorsqu'elle écrivait, dès octobre 2006, au sujet des affrontements « interpalestiniens » : « *Ce n'est pas une affaire interne palestinienne* »²³. Toute la séquence qui a suivi les élections législatives de janvier 2006 est en effet marquée par les interventions extérieures, notamment états-uniennes, visant à modifier les dynamiques politiques des territoires palestiniens. Les divers éléments que j'ai tentés de rassembler ici montrent sans ambiguïté que les « événements » de Gaza en juin 2007 ne sont que le produit d'une tentative de Regime Change orchestrée par l'Administration Bush et une fraction de la direction sortante de l'AP, prête à tout pour revenir au pouvoir.

Si l'on se situe du point de vue des objectifs des Etats-Unis, la tentative de putsch a été un échec. Les alliés palestiniens de Washington n'ont pas pris le contrôle de la Bande de Gaza, le Hamas n'a pas été mis hors-jeu même s'il est affaibli et il n'existe pas aujourd'hui de représentation palestinienne qui pourrait prétendre être légitime pour négocier un « plan de paix » made in USA. Certes, Gaza est isolée et coupée du monde. Certes, un gouvernement « ami » est aujourd'hui en place en Cisjordanie, qui s'est fixé pour principale tâche de désarmer la résistance et de soumettre l'économie palestinienne aux principes du libre-échange. Certes, les négociateurs palestiniens négocient et affirment à qui veut l'entendre que « tous les espoirs sont permis ».

Mais derrière les apparences, la réalité est toute autre. La Bande de Gaza est une véritable bombe à retardement, qui tôt ou tard va exploser au visage de ceux qui ont voulu jouer aux apprentis sorciers en tentant par la force de changer le verdict des urnes. En Cisjordanie, le gouvernement Fayyad est impopulaire dans quasiment tous les secteurs de la société palestinienne, à part chez les hommes d'affaires. Même au Fatah on le critique ouvertement. Les spectaculaires opérations de « rétablissement de la sécurité » à Naplouse et à Jénine et les multiples arrestations de militants et sympathisants du Hamas ne sont en aucun cas une démonstration du fait que l'AP pourrait contenir un nouveau soulèvement. En outre, personne ne croit sérieusement que les négociations en cours vont aboutir à une solution juste pour le peuple palestinien. Abu Mazen lui-même est revenu « extrêmement déçu » de sa dernière visite à Washington...

Les tergiversations d'Abu Mazen et le lamentable échec de Dahlan à Gaza ont conduit les Etats-Unis à placer tous leurs espoirs en leur nouvel homme de confiance : Salam Fayyad. Il a désormais accès aux comptes de l'OLP et de l'AP et gère donc en conséquence l'immense manne financière des « aides internationales ». Il a remplacé les responsables des divers services de sécurité de Cisjordanie en mettant « à la retraite » tous ceux qui avaient un passé politique ou militaire dans le Fatah ou l'OLP et en les remplaçant par des hommes de confiance. Pour l'instant l'édifice construit par l'Administration Bush tient debout. Mais pour combien de temps ? Car contrairement à Abu Mazen, Fayyad n'a aucune légitimité « historique », que ce soit dans le Fatah ou dans l'OLP, et ne peut jouer d'un passé dans le mouvement de libération nationale pour faire accepter aux Palestiniens des accords au rabais. Contrairement à Dahlan il n'a pas de réseaux et de milices dévouées qui pourraient le soutenir au cas où la situation redeviendrait instable. On peut l'affirmer sans prendre de risque : après l'échec du putsch à Gaza, c'est en Cisjordanie que la politique états-unienne de Regime Change va bientôt montrer ses limites

Et Mohammad Dahlan, me direz-vous ? Depuis sa déroute à Gaza et la révélation de sa lettre à Shaul Mofaz, il ne fait pas trop parler de lui. Le parcours de cet individu interdit néanmoins d'en conclure qu'il ne prépare pas, d'une façon ou d'une autre, son retour sur la scène politique palestinienne. Mais il est provisoirement tombé en disgrâce. Pour lui signifier qui était le nouveau patron, Salam Fayyad a ordonné, dès juillet 2007, la saisie de 7 millions de dollars sur ses comptes bancaires, l'accusant de détournement de fonds...

Qui a dit que les loups ne se mangeaient pas entre eux ?

Source : Julien Salingue

<http://juliensalingue.over-blog.com/...>

<http://juliensalingue.over-blog.com/article-19456849.html>